

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le développement de l'enseignement supérieur à Brest, la diversification des enseignements et la difficulté de la décentralisation, Brest le 18 octobre 1994.

Monsieur le ministre,

- Monsieur le maire,

- Monsieur le Président de l'Université,

- Monsieur le Doyen,

- Mesdames, mesdemoiselles et messieurs,

- D'abord, je dois m'excuser auprès de vous : j'ai mis longtemps, non pas à vous répondre que je viendrai à Brest, mais à venir. Il a fallu reporter, changer les programmes, les réduire, j'ai rendu la vie très difficile aux dirigeants d'université et aux responsables de la ville. Enfin, c'est un peu mon rôle, et je suis très heureux, aujourd'hui, de me trouver parmi vous.

- Je suis venu en effet plusieurs fois à Brest, mais cette occasion-là est particulièrement importante, intéressante, utile je crois. Vous me disiez que vous aviez inauguré votre université il y a trente ans, environ. Un peu moins ? C'est encore mieux ! Et maintenant vous arrivez à un résultat : non seulement en nombre d'étudiants mais aussi en diversité de disciplines, et en qualité de locaux, assez exceptionnelle. Je tiens à en féliciter tous ceux qui en sont responsables.

- Voici donc une nouvelle faculté des Lettres et des Sciences sociales. Elle porte un beau nom : celui de Victor Segalen - on en reparlera tout à l'heure - qui m'apparaît en tout cas comme l'un des écrivains qui à travers le temps qui vient, grandiront, alors que tant d'autres.. Bon, n'insistons pas...

- Moi-même, je me suis autant que possible initié à sa lecture et j'ai été particulièrement heureux que vous ayez songé, monsieur le Doyen, à m'offrir une oeuvre originale de Victor Segalen. Enfin, cela est tout-à-fait secondaire, d'une certaine manière, par rapport à l'importance du personnage et au fait que vous ayez, ici, à poursuivre vos études sous l'égide d'un grand nom, d'un grand auteur, poète, romancier, créateur. Vous notiez tout à l'heure qu'il avait des éléments de culture maorie ou chinoise. Après tout, où qu'il soit allé, un homme comme celui-là, à l'esprit de recherche, d'étude, est capable de transformer en littérature, en belle littérature, ce qu'il a ressenti. Eh bien, il nous l'a apporté. Disons qu'après tout on n'était pas tellement calé en littérature maorie £ donc merci à Segalen.

- Mais d'une façon générale, voilà pour Brest, pour la Bretagne, pour votre faculté un parrainage que personnellement je trouve excellent. Et vous avez eu raison de le choisir.

J'ai noté ce que vous avez dit, monsieur le président, et vous monsieur le maire : l'implantation, l'idée d'implanter cette faculté, là où elle se trouve, c'est-à-dire au centre-ville, c'était un parti à prendre. Vous savez à quel point, pendant les années soixante-dix, les partis étaient contraires. Un peu comme dans les universités américaines, on cherchait, non pas à isoler les étudiants, mais à leur créer une sorte de cocon à l'intérieur duquel ils auraient une vie au fond séparée, une vie à part, dans laquelle on peut imaginer la vie tout à fait autrement qu'elle n'est.

- En ville, là, parmi vos compatriotes brestois, moi je préfère. Cela n'a pas dû être, tout de même, aussi facile que cela pour pouvoir implanter d'aussi vastes locaux en un tel endroit. Mais je trouve

qu'à partir du moment où vous disposiez de la superficie nécessaire, c'est préférable pour vous, mesdemoiselles, messieurs, de vous sentir intégrés à la ville, de ne pas vous trouver, enfin, je ne veux pas dire dans un zoo, mais comme dans une sorte de petite tranche de société à part qui n'aurait pas de communication avec les autres. Moi je n'ai qu'un sentiment rapide : j'arrive là, je vois, je regarde, j'ai à peine le temps d'avoir eu une impression. Comment vous la communiquer ? Mais j'ai le sentiment quand même d'une réussite. Au total, le nombre d'étudiants à Brest, le développement de tout ce qui aujourd'hui représente l'université en Bretagne, particulièrement en Bretagne occidentale, c'est tout de même quelque chose d'extrêmement important, d'utile. J'ai là une liste des villes & vous les avez visitées vous-mêmes : Rennes, l'extension de plusieurs unités, Saint-Malo, Saint-Brieuc, création d'une quatrième université bretonne à Lorient et à Vannes, le futur site universitaire de Quimper d'où je viens, - on a posé la première pierre -, ici, ce serait plutôt la dernière, et cela vaut mieux quand même : c'est plus sûr. Enfin, malgré tout, je ne tiens pas du tout à faire un pronostic désagréable pour mes amis de Quimper, mais il faudra qu'ils fassent attention. Mais j'observe que l'ensemble des collectivités, l'Etat, la région, la ville, naturellement, l'ensemble de ces collectivités locales se sont associées et ce n'est pas si commun que cela. Si naturellement cela fait partie des intentions, parfois des textes, ce n'est pas si commun de voir tant de gens, généralement très différents, souvent concurrents, s'associer, pour une oeuvre aussi utile que cela. Je tiens donc à les en remercier.\

Je voudrais aussi vous dire quelques réflexions, revenir un moment sur Segalen. Je connais le professeur Jean Balcou qui enseigne justement dans cette faculté, il a fait vraiment une oeuvre très importante, pour organiser des manifestations qui vont raviver la mémoire, parce qu'après tout Segalen, comme je vous le disais tout à l'heure, c'est plutôt une force et un prestige grandissants.

- Faire connaître, faire pénétrer, faire comprendre une oeuvre importante : je crois que la plupart de nos universités ont ce message à transmettre, pour le patrimoine de la France, y compris un patrimoine relativement récent & qui pourrait le faire mieux que vous ? Vous en avez la charge, après tout : vous devez d'abord recevoir l'enseignement, et ensuite vous devez le transmettre. Et je me réjouis de ce patronyme et de cette action.\

Combien êtes-vous d'étudiants ici ? 5000, au sein d'un ensemble universitaire de près de 20000, c'est déjà important pour une ville de 150000 habitants et au coeur d'un ensemble plus vaste. Et pourtant, j'entends beaucoup de gens dire : des étudiants il y en a trop. J'entends dire même, quelquefois, qu'ils perdent leur temps. Il y a parfois une certaine difficulté de notre société à admettre et à comprendre que les temps changent vite. J'ai là une rapide statistique, quelques indications très brèves. Il y avait en 1950 - cela vous paraît loin, mais moi je m'en souviens très bien -, 32000 bacheliers. Ils étaient 220000 en 1980, cette année on dénombre près de 450000 bacheliers, c'est-à-dire un peu plus de 60 % de ce qu'on appelle une classe d'âge - drôle de nom, d'ailleurs. Bientôt, 80 % atteindront ce niveau. Je me souviens l'avoir souhaité dès 1985 : on m'a dit que c'était un peu excessif, qu'après tout ce n'était pas un objectif louable parce qu'il y a autre chose à faire que d'être étudiant dans une université. Mais quand on pense, je dis cela sous le contrôle de M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, qu'il y a aujourd'hui environ 1900000 étudiants ! J'avais pensé à une perspective de deux millions d'étudiants en 1995 : voilà au moins un chiffre sur lequel je ne me suis pas trompé. Et je constate ici que cet effort exige de la part de l'ensemble des collectivités, un effort financier et d'organisation absolument considérable.

- Le reproche est fait chaque année, quel que soit le gouvernement, quelle que soit la majorité, de ne pas en faire assez. Moi j'avais approuvé le plan "Université 2000" mis en place par Lionel Jospin, mais je reconnais que la tâche des responsables se complique chaque année en raison de cette arrivée massive des jeunes dans les universités. Elle est pourtant nécessaire.

- Comment voulez-vous parler d'une démocratie, d'une société aussi équilibrée que possible, en tout cas de bonne volonté, de progrès, s'il n'y a pas un accès possible, égal, à tout enfant, adolescent, fille ou garçon de France, s'il y a une sélection du savoir, si une nation ne choisit pas l'éducation nationale comme la priorité absolue qui passe avant toutes les autres.\

D'ailleurs, j'allais ajouter une autre priorité qui est contenue dans ce que je viens de dire, et sur laquelle j'ai quelques inquiétudes : la recherche scientifique. Comment voulez-vous développer le savoir, s'il n'existe pas au coeur de tout cela un dispositif fort d'hommes et de femmes de recherche, capables de deviner non seulement les secrets de la matière, non seulement les progrès de la science et des sciences abstraites mais aussi toutes les formes de l'intelligence humaine. Il faut absolument que l'on s'associe tous afin de parvenir à préserver le rythme nécessaire pour faire de la France un grand pays.

- Je pense en vérité que le nombre d'étudiants correspond à une évolution tout à fait normale. Moi, ce que j'ai connu autrefois, lorsque j'étais moi-même étudiant, c'était l'éducation par l'école primaire, qui accueillait tous les enfants : c'est là qu'il y avait une obligation. Et ce n'est qu'après la guerre, la dernière guerre, la deuxième guerre mondiale, donc ce n'est pas il n'y a pas si longtemps sur le plan de l'histoire, qu'il y a eu cette arrivée massive dans le secondaire.

- Il a donc fallu aussi adapter un ensemble de structures à cette situation. Déboucher sur le supérieur est naturellement beaucoup plus récent encore. Pourtant je dirai, comme d'autres avant, il y a plus d'un siècle, dans notre République, de même qu'il a fallu assurer aux enfants, à tous les enfants, un enseignement gratuit et obligatoire créé en mettant en place un enseignement public, de même, sur le plan universitaire, il faut se préparer à ce que chacun ait les mêmes droits et les mêmes chances. Cela exige un effort de cohésion sociale qu'il faut comprendre, qu'il faut vouloir, car la nature même d'une société c'est de privilégier - qui donc ? les privilégiés.

- Donc, lutter contre cette nature des choses n'est pas très aisé. Beaucoup se seraient contentés, au cours de ces siècles, de voir les enfants destinés à savoir apprendre ce qu'ils devaient savoir sans trop s'occuper de l'éducation de l'ensemble du peuple : nous sommes naturellement parvenus aujourd'hui à des notions infiniment plus dégagées de ce genre de préjugé, mais encore faut-il que dans la pratique des choses soit réalisée la véritable démocratie universitaire française.

En même temps, il faut diversifier. C'est une très bonne chose qu'il y ait maintenant une faculté des lettres et des sciences sociales. Il y a une dispute que je serais incapable de trancher : a-t-on fait trop de scientifiques, va-t-on faire trop de gens portés sur les lettres ? C'est une discussion entre spécialistes. Je crois en effet que l'on a un peu forcé sur les scientifiques, tout en négligeant dans les trente ou quarante dernières années de former le nombre d'ingénieurs dont la France avait besoin. Il y a constamment un correctif à apporter, ce que seuls les responsables peuvent faire : d'ailleurs c'est à eux de le faire. Mais la vie universitaire doit être assurée dans sa diversité, parce que les intelligences sont diverses et les besoins extrêmement multiples, il faut donc pouvoir y répondre. Une faculté des lettres : c'est la moindre des choses. Encore a-t-il fallu, j'imagine, de la part des responsables d'universités, engager quelques luttes pour y parvenir. Enfin, vous me direz qu'ils ont eu tous les soutiens qu'il fallait, naturellement, c'est d'ailleurs sans doute vrai.

- Ce que je crois c'est que les spécialités bretonnes sont particulièrement intéressantes. J'ai entendu parler du centre de recherches bretonnes et celtiques : il y a ici une différence très sensible, sûrement, parce qu'il y a des Celtes qui ne sont pas Bretons. Il y a aussi des Bretons qui ne sont pas Celtes, mais enfin ça, c'est une autre affaire.

- Il faut d'abord que vous, étudiants, vous en soyez convaincus, parce que, après tout, votre vie c'est vous qui la ferez. Pour l'instant ce n'est pas le cas, vous en êtes même sans doute un peu irrités, quand vous n'êtes pas révoltés contre les générations précédentes & c'est un procès classique à mon avis, depuis Adam et Eve, c'est un procès injuste mais souvent exact, parce que sa vie on la fait soi-même. Et il ne faut pas trop compter sur les autres, il faut compter sur soi, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas aider les autres. Mais quand on a la chance d'avoir, ce qui est vrai en France comme dans d'autres pays aussi - nous ne sommes pas les seuls, ne cédon pas à la vanité habituelle, mais nous disposons quand même d'un corps enseignant qui à l'école, au collège, au lycée, à l'université représente une qualité rare, un dévouement très rare -, on a donc des atouts très importants pour réussir. Seulement, il faut que vous y ajoutiez l'essentiel, ce que vous êtes vous-même, c'est-à-dire votre volonté, votre désir de savoir, il faut que vous

que vous êtes vous-même, c'est-à-dire votre volonté, votre désir de savoir, il faut que vous puissiez en même temps assumer vos propres goûts, votre propre caractère. Je crois qu'il n'y a pas de vie plus malheureuse que celle où l'on s'applique, pendant le temps de vivre, à des obligations professionnelles qui ne plaisent pas : c'est à l'origine de beaucoup de malaises aujourd'hui, dans le monde ouvrier en particulier, qui connaît une grande évolution mais a souvent été sacrifié à un idéal social collectif qui n'était pas toujours extrêmement juste. \

Alors, l'allongement de la scolarité c'est un acquis démocratique, il faut le défendre & c'est un objectif qui coûte cher, il impose la recherche de méthodes pédagogiques - et je suppose que l'on doit beaucoup s'y appliquer dans le corps enseignant brestois -, mais c'est cela, la véritable garantie de l'égalité des chances. Vous savez, dans un discours, il faut toujours des citations, sans quoi vous pourriez penser que je ne suis pas passé par l'université, et c'est Condorcet cette fois-ci, parce que je préfère Condorcet à beaucoup d'autres : c'est mon goût, vous n'allez pas me contrarier.. Condorcet disait à l'Assemblée législative : " Craignons tout ce qui peut entraver la marche libre de l'esprit humain". Evidemment, c'est une vision idéaliste d'une grande époque où les idées avaient préservé toutes leurs forces, leurs soulèvements, toutes les capacités d'insurrection contre l'ignorance : mais c'est une pensée qui me paraît juste et forte. Voilà une mise en garde : vous pourrez bien entendu réfléchir à tout cela, comme je le ferai moi-même. \

Je me réjouis vraiment d'être parmi vous. Ce n'est pas une obligation protocolaire : je ne suis pas obligé de vous le dire, en plus vous percevriez très bien si c'est vrai ou si c'est faux. J'ai donc beaucoup de plaisir à me trouver là. Je viens de passer une journée dans le Finistère, j'ai parcouru le Sud et le Nord, Quimper et Brest, les deux capitales, du moins de ce département, suivant une division qui existe encore, qui a davantage existé, quelque chose qui correspond aux réalités géographiques, plus qu'aux réalités historiques, mais qui malgré tout représente un fond de ce peuple d'Astérix, dont les Bretons ne sont pas les prototypes : mais enfin, nous en faisons partie...

- Et j'ai été très heureux de voir, d'entendre, à Quimper d'abord, puis à Brest, l'ensemble des Finistériens que j'ai eu l'occasion de rencontrer. C'était à la fois une somme - je ne l'ai pas ressenti dans leur conversation, mais c'est ce que je sais des années passées -, une somme de contradictions, de rivalités. C'est quelquefois très sain la rivalité, mais en même temps, c'est quelquefois nuisible pour un pays qui a besoin de se défendre et de s'unir en face de rivalités plus puissantes encore qui viennent de l'extérieur.

- La Bretagne s'est souvent divisée, comme le reste, et il faut de temps en temps intervenir pour trouver les éléments qui permettent à un peuple de vivre en commun et de durer à travers le temps, ce qui est le cas de la France. Moi, cela fait quelques années maintenant que je m'en occupe, cela touche à sa fin, mais enfin... Et je me dis souvent : comment se fait-il que le peuple français qui passe l'essentiel de son temps à se quereller, comment se fait-il qu'il se querelle, depuis mille ans, sans que cela n'ait jamais cassé vraiment, parce qu'après tout on a toujours survécu aux pires catastrophes ? Il faut donc croire qu'il y a des vertus propres au peuple français. Et vous, vous êtes étudiants ici, vous n'êtes pas tous Finistériens, mais vous devez faire corps, j'imagine, avec votre faculté, votre université occidentale de Bretagne, et en même temps avec le corps national, avec la vie nationale. \

J'ai voulu, peu de temps après mon élection, décentraliser la France, et nous avons procédé à des mesures législatives qui sont, sur ce terrain-là, les plus importantes depuis la Révolution française. Je dirai même que la constante de la France antérieure, et je le comprends très bien et je l'approuve, c'était d'aller vers une forme de centralisation qui permettait de dominer la diversité des dialectes, des langues. Il fallait faire un corps national. Puis avec le temps qui a passé, l'évolution des techniques, les moyens de transports, les moyens de communication, cette centralisation était devenue excessive. Tout se réglait à Paris, par le canal d'une administration : une bonne administration mais finalement un peu tracassière, un peu exigeante & elle avait le pouvoir, vous savez que c'est toujours dangereux d'exercer le pouvoir longtemps. C'est un conseil que je me permets de donner, comme cela, au passage.. Et si l'on veut se tourner vers Thucydide, on retrouvera trace de paroles que je cite à peu près : "tout homme va toujours au bout de son pouvoir", sauf dans une vraie République, parce que là on ne peut pas. Donc,

veillons à préserver les structures de la République pour éviter que cette formule très ancienne ne se révèle exacte. Ainsi je voulais la décentralisation. Elle s'est faite avec des défauts, elle doit souvent être corrigée. On n'a pas suffisamment accompagné la décentralisation - ce qui veut dire la représentation la plus directe possible, et le pouvoir et les compétences détenus par les élus locaux -, d'une déconcentration qui fait que l'administration suive exactement l'évolution des différents niveaux de direction, de décision et de commandement.

- Enfin, cela c'est une autre affaire : seulement, il faut faire attention à ne pas exagérer car il y a aussi une tendance naturelle des Français à détenir le pouvoir, à le garder, à s'en servir, à ne pas aimer partager. Alors, à ce moment-là, qu'allons-nous faire du régionalisme, d'abord, de l'autonomisme ensuite, et je ne dis pas cela par hasard en Bretagne, d'une singularité, d'un particularisme qui sur le plan national - et moi, j'y tiens - peut être dissolvant ?

- Il faut donc trouver le juste équilibre entre ces exigences-là. Le juste équilibre, il est dans le sentiment qu'au-delà des différences qui sont souvent utiles, qu'il faut protéger, il faut veiller à préserver les chances de l'unité & exactement comme à l'intérieur d'un individu, vous le savez, ce qui est le plus difficile à préserver tout le temps de sa vie, c'est l'unité de l'esprit. L'individu est assailli par le bruit, le trouble, les passions, le voisinage, les autres et cette unité est ce qu'il y a de plus difficile à acquérir et à préserver.\

Alors comme je suis là, j'étais à Quimper : je ne crois pas ignorer une sorte de longue querelle historique entre Quimper et Brest, et j'ai constaté, à ma surprise, - voyez, je ne voyage pas assez -, qu'en réalité l'état d'esprit était tout à fait différent, qu'on se réjouissait tout de même de ce voyage qui bénissait les deux capitales et qu'on parlait de Brest avec amitié, avec sympathie. Il me semble que cette querelle, qui peut toujours reprendre, il me semble qu'elle est dépassée, en tout cas dans l'esprit de ceux qui dirigent ces villes.

- Je suis maintenant à Brest depuis quelques heures, et j'ai pu observer le même état d'esprit chez les élus de cette ville, et j'en suis très heureux. Quimper, Brest, même combat : après tout, quand même, même Bretagne et même France ! Alors si je vous dis, comme une sorte de mot d'ordre qui ne prétend pas en être un : Finistériens unissez-vous, c'est une façon de dire Français unissez-vous et bonne chance !\